

Quelqu'un, un jour, a décidé de sonner l'alarme...

Les lanceurs d'alerte

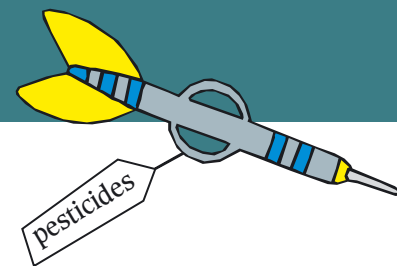


Les lanceurs d'alerte, vous connaissez ? Dans des laboratoires, des universités, des entreprises... des femmes et des hommes, prenant conscience que notre société court un risque majeur, se lèvent et tentent de nous en avertir. Réchauffement climatique, nucléaire, folle croissance économique : ils veulent stopper cette fuite en avant et pensent au bien commun. *Imagine* a rencontré quelques-un(e)s de ces femmes et hommes debout. Portraits.

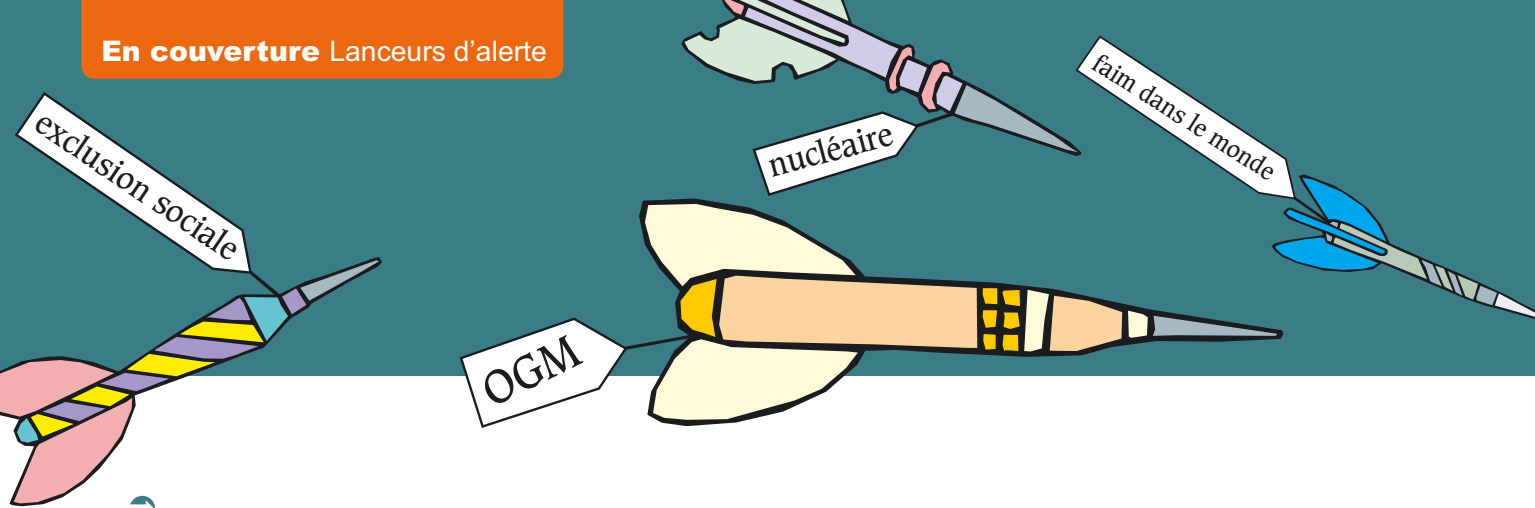
Un dossier de Laure de Hessel. Photos de Marina Cox (sauf mention contraire).

Une alarme sonne. « *C'est l'alerte incendie* », pensez-vous... Que faire ? Y croire ou pas ? Quitter le bâtiment immédiatement ou attendre et voir ? Vérifier que les pompiers l'ont bien entendue, peut-être ? Et s'assurer qu'ils vont intervenir ? Dans cette histoire fort commune, un système technique – l'alarme incendie – a bien fonctionné : vous avez pris l'alerte au sérieux, les pompiers sont entrés en jeu et ont réduit le sinistre à peu de chose...

Dans une multitude de risques d'une autre envergure, ce système technique n'existe pas, et c'est alors un humain qui doit intervenir. Effets délétères de l'amiante, impacts négatifs des plantes génétiquement modifiées, risques occasionnés par les ondes électromagnétiques, conséquences dramatiques de nos rejets de CO₂ : ce sont autant de sujets sur lesquels nous sommes informés parce que quelqu'un, un jour, a décidé de sonner l'alarme, se transformant en « lanceur d'alerte ». Cette expression, nous la devons à deux



sociologues, Francis Chateauraynaud et Didier Torny (1). « *L'alerte*, précisent-ils, prend, dans le sens où nous l'entendons, la forme d'une démarche, personnelle ou collective, visant à mobiliser des instances supposées capables d'agir et, pour le moins, d'informer le public d'un danger, de l'imminence d'une catastrophe, du carac-



tère incertain d'une entreprise ou d'un choix technologique. » Nous n'avons pas ou pas seulement affaire ici à la dénonciation d'une situation passée, mais bien à un appel tourné vers le futur, à propos d'un risque actuel et à venir, et qui parie donc sur une résolution. « *L'alerte idéale, commente Sébastien Brunet, professeur de sciences politiques à l'ULg et directeur du laboratoire Spiral (2), doit provoquer le changement, faire en sorte que le risque ne se réalise pas ! L'alerte climatique est un exemple typique d'alerte qui n'a pas fonctionné, puisque nous en sommes à présent à gérer les conséquences du réchauffement...* »

Des « alerteurs » libres d'alerter

Les étapes d'un lancement d'alerte sont à peu près identiques à celles de notre alarme incendie. Une ou plusieurs personnes – des chercheurs, des citoyens – identifient un problème, un risque, et tentent de se faire entendre, en mobilisant des scientifiques, en créant une association, en essayant d'atteindre les médias. Dans l'espoir que les autorités publiques s'emparent du sujet et tranchent la question dans le sens du bien commun.

Les alertes sont très régulièrement issues du monde de la recherche. Pour qu'elles existent, il faut former des chercheurs-citoyens, « *qui ont ensuite la liberté de s'exprimer, de faire autre chose que strictement remplir leur mission*, remarque le juriste et philosophe Axel Gosseries (*lire son portrait p.11*). *Le resserrement des conditions de travail, avec des contrats à durée déterminée et des objets de recherche de plus en plus précis, est évidemment problématique* ». Une recherche indépendante, qui n'est pas liée à des intérêts industriels ou politiques, est indispensable, et dans des institutions qui reconnaissent le service à la société. « *Tenir compte dans les curriculums et les évaluations de l'activité extra-universitaire serait bien*, estime par exemple le climatologue Pierre Ozer (*idem ci-contre*). *Ce n'est que trop peu le cas aujourd'hui, ou pire, c'est considéré comme négatif.* »

Risques mouvants

L'alerte émise, il est nécessaire actuellement pour espérer être entendu de « *percer une couche de smog*, poursuit Sébastien Brunet, *faite d'une multitude d'alarmes. La grande difficulté est de déterminer laquelle, dans cette multitude, est valide et intéressante* ». « *Pesticide un jour, listeria un autre, radioactivité le suivant, tout peut faire alerte*, complète Francis Chateauraynaud, *et l'on risque de ne plus s'y retrouver.* » Internet, s'il est extrêmement utile à la mobilisation, a aussi multiplié les signaux. Si les risques n'ont pas nécessairement augmenté chez nous en nombre – on ne meurt quasi plus en couches ou par la faute d'un

coup de grisou –, « *ils ont changé d'origine* », dit le politologue de l'ULg. Les alertes dans le cadre de la santé ou de l'environnement sont les plus évidentes, mais on peut voir naître des lanceurs dans de multiples domaines. « *Dans le cadre de l'économie ou de la santé mentale par exemple, elles sont cependant plus diffusées*, commente Sébastien Brunet, *la quantité d'actes à poser pour résoudre une question étant énorme.* »

L'alerte modèle, la moins difficile à faire passer, est « *fondée sur un événement dans le monde sensible, que tout le monde peut éprouver* », remarque Francis Chateauraynaud. On communique plus aisément à propos d'un danger que nous voyons, goûtons ou sentons. Mais nombre de risques modernes sont bien plus difficiles à appréhender. « *Certains demandent en outre de penser dans le mouvement*, reprend le sociologue, *à la lumière de nouveaux éléments, parfois contradictoires. Nous devons sans cesse nous demander si nous allons rester spectateurs ou agir, attendre d'avoir des certitudes ou adopter le principe de précaution.* »

Les risques actuels ont également changé d'échelle, que ce soit dans le temps ou dans l'espace. Il faut donc penser à long terme – pas évident lorsqu'on est dans le court terme politique – et bien commun – pas évident dans un système économique où l'actionnaire et le rendement immédiat sont rois. « *De plus, même en prenant des mesures*, observe Sébastien Brunet, *on peut avoir à gérer des conséquences ultérieures, les risques étant globalisés.* »

Pour Marc-Olivier Herman, directeur de campagne de Greenpeace, l'art de l'alerte consiste à « *traduire des enjeux compliqués, parfois abstraits, en choses concrètes, en une image immédiatement comprise, en un message clair, audible et fort. Mais sans jamais négliger le travail de recherche d'idées et de solutions qui en est la base* ». Il faut également faire un usage judicieux du catastrophisme : mettre en avant une catastrophe potentielle, mais sans que celle-ci soit ni trop proche, sinon elle tétanise, ni trop lointaine, sinon elle ne provoque aucune réaction.

Des « teneurs d'alerte » indispensables

Les médias ont une responsabilité flagrante dans ce domaine, et tous nos interlocuteurs plaident pour une presse libre, indépendante, bien financée. « *D'autant plus que les autorités publiques ont un agenda de plus en plus calqué sur celui de la presse* », constate Sébastien Brunet. Ce qui permet des mobilisations rapides, mais a aussi son revers : « *Le travail de suivi de la prise en compte d'une alerte, sur le long terme, dans l'ombre, est du coup perçu comme peu gratifiant*, regrette Marc-Olivier Herman. *Il est pourtant capital.* » C'est en effet l'une des pires choses

qui puissent arriver à une alerte : alors qu'elle semble prise en compte par les autorités et que les « troupes » se démobilisent, elle finit dans un placard, n'aboutissant qu'à des mesures cosmétiques. En plus des lanceurs d'alerte, il faut donc aujourd'hui des « teneurs d'alerte », qui maintiennent la vigilance pour que les changements véritables aient lieu.

« *Un enseignement de qualité, qui inculque l'esprit critique, serait la meilleure assurance d'une veille continue* », estime Sébastien Brunet. L'économiste Isabelle Cassiers (*voir son portrait p.12*) pense quant à elle que « *tout organe de formation permanente serait intéressant. Evidemment, il ne faut pas qu'ils soient investis par des "business schools" ! Mais des carrefours citoyens, par exemple, pourraient être utiles.* »

En attendant, dans les domaines de la santé et de l'environnement, un ensemble de structures, d'agences de sécurité sanitaire, alimentaire ou autres existent déjà, au niveau européen ou national. « *En ce qui concerne les intoxications aiguës*, commente la parlementaire Ecolo Thérèse Snoy, *qui travaille sur des dossiers comme les ondes électromagnétiques ou le « cancer du pressing », ces agences font souvent très bien leur travail. Mais pour le plus long terme ou les risques chroniques, c'est autre chose.* » L'indépendance de leurs expertises est régulièrement mise en doute. Aussi, en France, de nombreuses voix – dont celle de la fondation Sciences citoyennes (3) – prônent-elles l'instauration d'une autorité supérieure « *qui veillerait à la déontologie des expertises – pluridisciplinarité, indépendance, analyses contradictoires* –, explique André Cicolella, membre de la fondation (*portrait p.10*), *qui dirait comment procéder, trierait également les alertes* ».

Et si l'Union européenne, terre de lobbies, s'en inspirait ? ■

(1) Dans le cadre de leur ouvrage *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, EHESS, 2005.

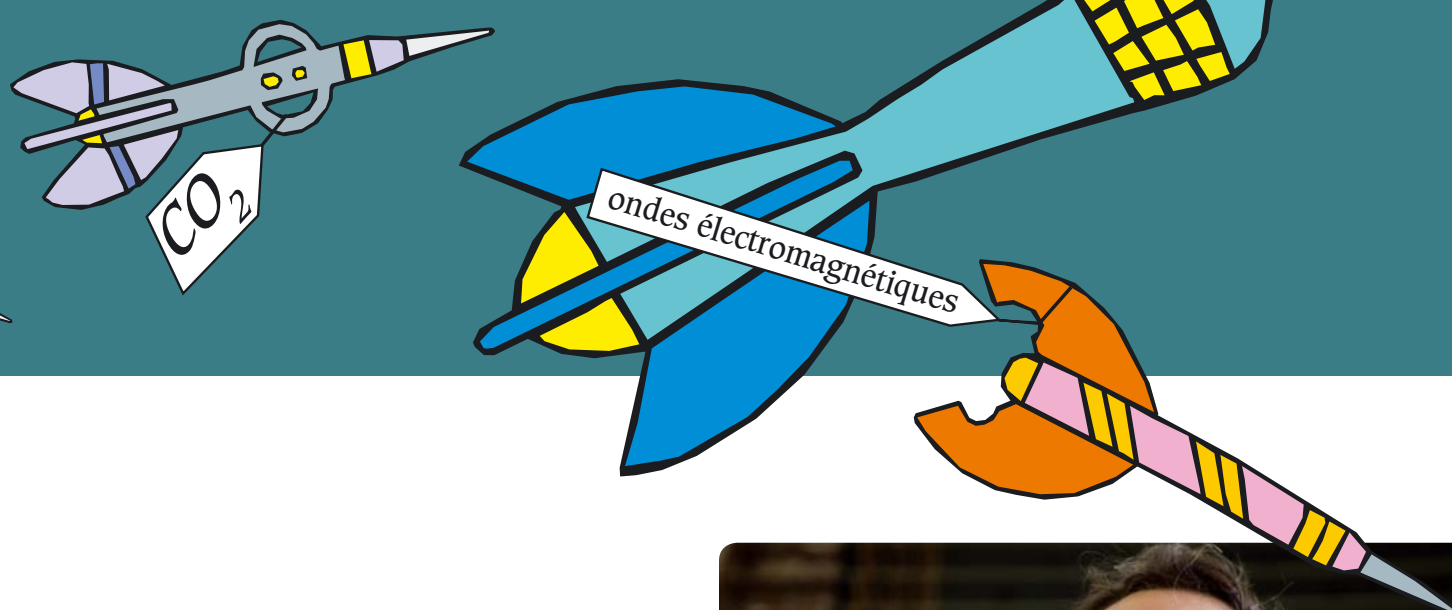
(2) Scientific and public involvement in risk allocations laboratory. www.spiral.ulg.ac.be.

(3) sciencescitoyennes.org

En savoir +

Alertes santé. Experts et citoyens face aux intérêts privés, André Cicolella, Dorothee Benoit Browaeys, Fayard, 2005

Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque, Francis Chateauraynaud, Didier Torny, EHESS, 2005.



Pierre Ozer

Avions, voitures... Oser le pavé dans la mare !

« **P**apa, tu savais, et tu n'as rien fait ? » Cette phrase, Pierre Ozer ne veut jamais l'entendre dans la bouche de sa fille. Alors ce géographe se bouge, parle, rédige des cartes blanches, témoigne.

Aujourd'hui, c'est au Parlement qu'il a rendez-vous, à la commission Santé publique. Son ordinateur sous le bras, la mèche au vent et sa fougue en bandoulière, il va exposer aux rares parlementaires présents son analyse des publicités pour voitures, lors d'un débat sur une proposition de loi visant notamment à les interdire pour celles qui polluent plus que la moyenne (1). Des représentants de l'industrie automobile et du monde de la publicité interviennent également : Pierre Ozer s'agite, lève les yeux au ciel, sourit ironiquement et répond vertement.

Ce cheval de bataille – l'annonce en caractères lisibles des émissions de CO₂ sur les pubs pour voitures –, c'est aussi sa fille qui l'a inspiré au climatologue. « Elle m'a simplement demandé un jour pourquoi c'était écrit si petit sur une affiche. » C'est ainsi, au fil de conversations, de remarques de l'un ou de l'autre que Pierre Ozer s'interroge, creuse un sujet, réagit, tente de nous faire réfléchir et agir. « Jusqu'en 2004, je n'avais jamais écrit nulle part, convaincu que je ne savais pas aligner deux idées à la suite. Puis le tsunami en Asie du Sud-Est et ce qui a suivi m'ont donné terriblement envie de réagir. 300 000 enfants de moins de cinq ans meurent au Niger chaque année, dans le silence... » Le géographe publie sa première carte blanche, et prend plaisir à l'exercice : il s'élève quelque temps plus tard contre les sauts de puce des avions (2), avec son collègue et complice Dominique Perrin. « Ça a immédiatement fait du bruit, les politiques ont réagi, demandé l'interdiction de ces sauts de puce. En dix jours, nous sommes parvenus à orienter une politique. Les chercheurs restent trop souvent dans le cocon de l'université, alors que potentiellement nous avons un vrai pouvoir. » Toute une série d'autres bagarres et propositions suivront (3). « Le but du jeu, c'est le goutte-à-goutte. Chaque article est une petite goutte qui peut faire réfléchir les gens. J'ai des connaissances, autant les transmettre aux citoyens pour qu'ils s'en emparent et agissent sur les décisions politiques. »



Géographe, climatologue, chercheur à l'ULg, il bataille contre le réchauffement climatique « près de chez vous » et pour un monde plus citoyen.

Musique pop

Pierre Ozer veille à n'écrire que sur ce qu'il connaît, à faire revoir par des pairs tous ses textes, à ne pas adopter un discours politique. « C'est une autodiscipline à avoir absolument, sinon à la première faute tu perds tout crédit et cela devient contre-productif. » Il tente également de dissocier très clairement son activité académique de son activité publique.

Malgré cela, certains lui tiennent rigueur de son caractère bouillonnant. « Continue à écrire sur les Africains, ça d'accord, mais ne t'attaque pas à des problèmes régionaux. » Ce genre de remarques, je les ai entendues sans arrêt. Or, c'est lorsque l'on parle de ce qui se passe ici que l'on a le plus d'effet. » Avions, voitures, transport de nos produits de consommation, il s'attaque à des choses proches de nous, de front, aimant jeter le pavé dans la mare. « Van Ypersele joue de la musique classique, moi de la musique pop, nous sommes complémentaires », sourit-il.

Alors le climatologue remuant va dans les lycées, donne des conférences partout où il peut, voudrait passer sur RTL-TVi – « pour toucher le plus grand nombre ». Son rôle de lanceur d'alerte occupe peu à peu un second temps plein, à placer en soirée et les week-ends. « Des ajustements sérieux sont nécessaires ! Mais dans le domaine du réchauffement climatique, chaque jour que nous perdons est extrêmement dommageable... » ■

(1) Proposition déposée par le député PS Jean Cornil, demandant également que 20 % de l'espace publicitaire soit occupé par l'information sur les rejets de CO₂.

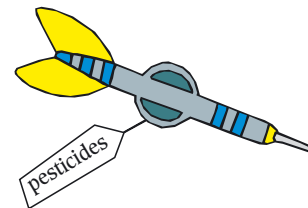
(2) En l'occurrence un vol Charleroi-Liège-Casablanca, dont la double escale wallonne fut interdite après quelques jours de réflexion seulement.

(3) Voir pierreozzer.blog4ever.com.



Dominique Robin

Marie-Monique Robin Porter la plume dans la plaie



Journaliste, réalisatrice de documentaires, dont *Le monde selon Monsanto*, elle décortique l'état de la planète pour nous alerter sur son avenir.

« *J*e n'arrive plus à travailler ! » Marie-Monique Robin, journaliste indépendante, est une lanceuse d'alerte qui a réussi. Son film et son livre, *Le monde selon Monsanto* (1), qui nous mettent en garde sur les dangers des OGM dans l'agriculture et sur le pouvoir effarant de la firme agrochimique, ont été des succès exceptionnels. Aujourd'hui, elle est demandée partout, présente son documentaire dans des salles de villages ou à l'assemblée nationale, aux Pays-Bas ou aux États-Unis. « *Je sens que ça bouge, qu'une prise de conscience a lieu. Les nouvelles sont mauvaises pour Monsanto, que ce soit en Europe, aux USA ou en Argentine.* »

Pour la réalisatrice (2), tout journaliste devrait être un lanceur d'alerte. « *Comme le disait Albert Londres, nous devons "porter la plume dans la plaie". J'ai choisi ce métier pour agir, pour être une passeuse, rassembler des informations afin que chacun puisse se forger un avis éclairé.* » Depuis toujours elle travaille sur des sujets graves et importants, souvent en Amérique latine, continent qui la

passionne. Les escadrons de la mort, les voleurs d'organes – pour un documentaire qui lui vaudra à la fois le prix Albert-Londres du meilleur reporter et des ennuis avec les services secrets étasuniens –, une contamination environnementale au Pérou, les pirates du vivant : Marie-Monique Robin dénonce inlassablement les exactions ou injustices dont souffrent des populations. Parfois avec succès, lorsque ses films ont des suites favorables pour les victimes.

Elle est aujourd'hui passée à un autre stade : c'est sur notre futur qu'elle poursuit ses investigations. « *Depuis quelques années, j'éprouve un véritable sentiment d'urgence : l'homme est désormais menacé de disparition. Peut-être est-ce aussi parce que mes filles grandissent ? Je sens le danger monter. Je garde cependant toujours un certain "optimisme", et ça me donne encore plus l'envie de continuer.* » Sujet de son prochain reportage ? Les maladies environnementales. L'occasion de faire retentir un nouveau signal d'alarme. ■

(1) *Le monde selon Monsanto* : de la dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien, Arte éditions/La Découverte, 2008. Le film est disponible en DVD chez Arte Vidéo, ou en VOD sur www.artevod.com/programDetails.do?emissionId=2526.

(2) blogs.arte.tv/LemondeselonMonsanto/

Drogues de rue, récits et styles de vie. La débrouille des familles, récits de vies traversées par les drogues et les conduites à risques. Des hommes sur le fil, la construction de l'identité masculine en milieux précaires. Fragments d'intime, amours, corps et solitude aux marges urbaines (1). Ses alertes, c'est par le livre que Pascale Jamouille, assistante sociale, romaniste et anthropologue, les lance. « *Écrire est ma façon de faire de la politique. Je cherche à mettre au jour les faces cachées de la ville, à démonter la fabrique de la précarisation, à trouver les processus sur lesquels on peut agir aussi. Les gens qui me parlent le font comme citoyens, pour les autres, pour que d'autres puissent y reconnaître leur histoire. Et ces savoirs sur l'exclusion, l'exil, la précarisation doivent se continuer dans une chaîne de l'écoute vers le politique. Les ethnographes sont des fous du roi, notre rôle est de mettre en lumière les structures du pouvoir.* » Comme beaucoup d'autres lanceurs d'alerte, Pascale Jamouille est d'abord une passeuse. Et le livre est pour elle une façon « *de sortir de l'entre soi* ». « *Mon métier c'est d'être audible.* »

Pascale Jamouille Démonter la précarisation

Anthropologue, cette femme que l'on devine énergique, le visage rond, les cheveux courts, l'est devenue parce qu'elle a trouvé là des « *congénères* », une interdisciplinarité qui lui plaisait. Avant cela, elle avait terminé des études d'assistante sociale – enrichies par deux mois de stage en usine, sa première expérience d'immersion –, ouvert avec son compagnon un café de nuit, où se croisaient intellectuels joueurs d'échecs, prostituées et membres d'une secte voisine, puis repris des études de romaniste, avec l'envie d'enseigner. « *A l'époque, la littérature était pour moi un accès à la culture et à la justice sociale.* » Elle forme des jeunes issus de l'immigration, travaille avec des usagers de la drogue à Charleroi. « *J'étais considérée comme un écrivain public, qui allait pouvoir raconter ça, raconter une journée dans la rue. Je me suis trouvée très atteinte par la colère de ces gens contre les professionnels, et éprouvais de plus en plus de difficultés à revenir dans mon monde.* » C'est alors qu'elle

rencontre un ethnologue, qui lui dit que cette faculté de partir et de revenir s'apprend. Elle se spécialise en anthropologie, devient à la fois enseignante à l'université et intervenante sur le terrain au sein du service de santé mentale Le Méridien, et répond, quand c'est possible, aux invitations des médias ou des organisateurs de conférences.

« *Peu de gens pensent que le savoir est du côté de l'expérience, et il est aujourd'hui très difficile de faire financer des recherches sur les publics précaires. Les étudiants eux-mêmes craignent parfois de réaliser des enquêtes dans des zones qu'ils ne connaissent pas. C'est pourtant par le travail de terrain que nous pouvons être alertés.* » Et de mettre en garde contre un « *entre soi* » de plus en plus dominant, un écart entre les mondes qui composent notre société de plus en plus béant. ■

(1) Les deux premiers édités par De Boeck, les deux derniers par La Découverte.



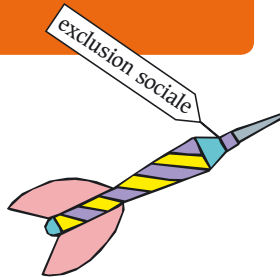
Docteur en anthropologie, elle travaille au Laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP) de l'UCL et au service de santé mentale Le Méridien. Elle ramène de ses plongées dans les quartiers défavorisés des récits de vie qui appellent les politiques – et nous-mêmes – à écouter et à réagir contre cette fabrique de l'exclusion.



Chercheur qualifié FNRS, professeur à l'UCL, membre de la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale, il intervient dans le débat public sur des questions de justice sociale, notamment entre les générations.

Axel Gosseries

Justice et démocratie à tous les étages !



Dans le bureau d'Axel Gosseries, sur les étagères, des dizaines de boîtes de classement blanches sont alignées. Chacune contient des articles de journaux, de magazines, des éléments d'information glanés au fil des recherches de ce juriste et philosophe, des fragments de réflexions. Vote obligatoire, court et long terme en politique, démocratie en entreprise, conservation de la nature ou protection de la biodiversité, différences de salaire, pensions, droits des générations futures : les sujets explorés sont multiples, mais tous parlent de justice et de démocratie mises en difficulté ou menacées.

« Je suis ainsi un ensemble de thématiques. Lorsque ma réflexion est suffisamment mûre et qu'il me semble que le moment est venu, je la sors par le biais d'une carte blanche dans un quotidien par exemple. Soit parce que la question colle au débat public du jour, soit parce qu'au contraire elle n'est pas à l'agenda alors qu'elle est importante. » Axel Gosseries tente d'être toujours en éveil, de creuser des sujets sur lesquels on ne s'interroge plus, parce qu'ils sont considérés comme acquis, de remettre sans cesse en cause les évidences, sources d'éventuelles injustices. « Je veille également à avoir toujours des pistes de solutions avant de m'exprimer. » Être un chercheur qui cherche mais qui propose aussi.

Des oiseaux à la philosophie

C'est en allant baguer les oiseaux lorsqu'il était enfant que le presque quarantenaire a pris goût à la nature et à sa contemplation.

Il s'engage ensuite dans plusieurs groupes naturalistes. « J'y rencontrais des jeunes de milieux sociaux variés et qui avaient de nombreux centres d'intérêt. Ça m'est resté, d'ailleurs : c'est un des grands bonheurs de l'université que de pouvoir aller frapper à la porte de collègues d'autres disciplines pour échanger des analyses, tester des intuitions. » Etudiant aux Facultés Saint-Louis à Bruxelles, il mélange le droit et la philosophie, et finit par se passionner pour la justice sociale par le biais de l'environnement. « La culture de l'indépendance, du sens de l'Etat m'a aussi été transmise par ma famille. »

Aujourd'hui, le chercheur et enseignant est membre de la Chaire Hoover de l'UCL, centrée sur l'éthique économique et sociale. Ici, être un académicien veut dire prendre du recul, certes, mais aussi être en prise avec la société, vouloir la changer. « C'est parfois un peu paradoxal : le chercheur s'attache à la compréhension en profondeur des problèmes, ce qui requiert patience et nuance. Alors que s'engager, c'est accepter de s'exprimer et d'agir dans l'urgence et l'incertitude. » Axel Gosseries reste un contemplatif, qui parle peu mais parle bien. « Je suis plutôt porté par la passion de comprendre, mais j'ai malgré tout fini par franchir le pas, stimulé par les multiples interventions dans le débat public de Philippe Van Parijs (l'animateur de la Chaire Hoover). »

Le service rendu à la société fait partie des fonctions des universitaires, et Axel Gosseries ne rechigne pas à rencontrer des parlementaires ou à débattre dans des entreprises. « Cela prend du temps, et la

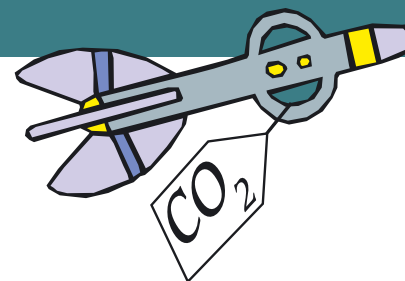
Faut-il protéger les lanceurs ?

Si parmi les lanceurs d'alerte belges présentés ici nul n'a encore dû faire face à des actions en justice ou à des mesures de rétorsion fortes de son institution ou de son entreprise, les employés licenciés ou les citoyens entraînés devant les tribunaux ne manquent pas. La question de la protection des lanceurs est ainsi posée.

Dans les pays anglo-saxons, les *whistleblowers* (littéralement les « donneurs de coup de sifflet »), qu'on pourrait traduire par « dénonciateurs » (sans connotation négative pour eux), sont protégés par la loi. Fraude, malversations, non-respect du droit, danger pour la santé ou l'environnement sont concernés, avec des variations suivant les pays. Mais ces protections sont strictement individuelles, et la charge de la preuve est imposée au dénonciateur, ce qui peut être un fameux écueil.

Chez nous, une loi équivalente n'existe pas. « Il faut parvenir à dissocier l'alerte du lanceur, dit Francis Chateauraynaud. Si c'est une fausse alerte involontaire, le lanceur ne sera pas considéré comme fautif, et cela évitera les pressions éventuelles. » L'autorité indépendante proposée par la Fondation sciences citoyennes (voir p.8) aurait ainsi pour rôle de protéger les lanceurs en prenant le relais de l'alerte, tout en évaluant sa pertinence.

Dans le cadre d'affaires de santé publique et environnementales, la Cour européenne des droits de l'Homme a déjà été appelée à trancher, et a affirmé que, ces domaines étant controversés, il fallait y protéger la liberté d'expression. ■



théorie est toujours vue comme plus prestigieuse, mais il faut casser ces barrières entre théorie et application – comme entre les disciplines. Nous devons profiter des forces de chaque spécialité mais accepter aussi que nos objets de recherche nous entraînent hors de nos zones de confort habituelles. » Sonner l'alarme lorsqu'on peut donner un avis éclairé. « Il faut rester très modeste, c'est la confrontation de plusieurs opinions qui est riche. L'effort de ce travail est difficile mais il existe ! Et il est important de le mener. » ■



Isabelle Cassiers

Quand une économiste croise le bonheur

sif. « *A mon retour à l'université, je me suis rendu compte que "La croissance ne fait pas le bonheur. Les économistes le savent-ils ?" avait touché beaucoup de gens.* » Désireuse de se consacrer à ce qui la passionne vraiment, elle réoriente ses activités, monte un groupe de recherche pluridisciplinaire sur le thème « *redéfinir la prospérité* », composé d'économistes, sociologues, philosophes, médecin et juriste avec qui elle prend grand plaisir à travailler. Son nouveau séminaire sur le thème « *régulations macroéconomiques et finalités de la croissance* » attire des étudiants qui s'investissent activement. A un âge qu'elle trouve agréable – « *suffisamment mûr pour entrevoir la sérénité, encore assez jeune pour croire tout possible* » –, cette universitaire que l'on sent apaisée a décidé de vivre en harmonie avec ses convictions profondes, et de consacrer une partie de son temps à essayer de faire entendre sa voix différente.

« *A l'extérieur, l'écoute est à présent grande, et la crise nous donne une très forte légitimité. Je suis invitée à donner des conférences, à participer à des débats, à intervenir dans la presse, trois partis m'ont conviée à leur université d'été.* » Inlassablement, elle explique que « *le PIB a été créé pour stimuler l'activité marchande, sa croissance. Nos besoins actuels sont autres, des indicateurs différents sont donc nécessaires ! Et puis, sous des décisions qui semblent techniques, c'est en réalité nos valeurs qui sont en jeu : le PIB comptabilise les biens et services produits par notre économie, mesurés selon les prix en vigueur. En privilégiant cet indicateur, on adhère donc implicitement au fait par exemple que le travail d'un PDG vaut des centaines de fois plus que celui d'une infirmière !* » L'économiste prend un plaisir évident à communiquer. « *C'est important pour moi d'écouter, je suis très reconnaissante envers les gens avec qui j'ai l'occasion d'avoir des échanges, ils me permettent de percevoir mieux les choses. Des réseaux, comme le FAIR (2), se construisent, c'est très enrichissant.* »

La crise actuelle a au moins un bon côté : « *Ça bouge !* » Et Isabelle Cassiers ose aujourd'hui rêver que son cri d'alarme soit entendu... ■

(1) *Regards économiques*, n° 36, mars 2006. Dans le prolongement de cet article, voir plus récemment « Pour changer de cap, dégriffons la boussole », *Revue nouvelle*, mars 2009 (www.revenouvelle.be/rvn_abstract.php3?id_article=1444), ou « Sortie de crise : relance ou changement de cap ? », *Revue Louvain*, juin-juillet 2009 (www.uclouvain.be/278919.html).

(2) Forum pour d'autres indicateurs de richesse. www.idies.org/index.php?category/FAIR

Economiste hétérodoxe*, chercheur qualifié du FNRS et professeur à l'UCL, elle dénonce notre obsession pour la croissance économique et le lien entre bien-être et PIB, encourageant la création et l'usage d'autres indicateurs.

* Pas conforme au dogme

La voix douce, l'œil pétillant, Isabelle Cassiers est une femme modeste : « *Me classer dans les lanceurs d'alerte, c'est me faire beaucoup d'honneur !* » Pourtant, d'articles en conférences, de témoignages en interventions dans la presse, cette économiste anticonformiste se mobilise depuis plusieurs années, avec calme et constance, pour alerter les décideurs politiques et les citoyens. Elle veut transmettre sa conviction que l'un des dogmes de notre économie – évaluer la bonne santé d'un pays et le bien-être par la hausse du PIB (produit intérieur brut) – est aujourd'hui un non-sens. Et que la course à la croissance n'est plus de mise.

Redéfinir la prospérité

Jeune fille, Isabelle Cassiers hésite entre plusieurs formations qui l'intéressent. « *J'avais alors choisi l'économie, parce qu'à l'époque les candidatures y étaient très ouvertes. Nous avions de nombreux cours de philo, de psycho, de socio, d'histoire. J'ai poursuivi en économie générale, toujours dans l'idée de balayer large.* » Elle effectue des recherches en histoire économique, centre sa thèse sur la crise des années 30. « *Je travaillais avec des chercheurs pour qui l'économie était intrinsèquement politique. J'ai eu dès l'origine la conviction que les phénomènes économiques sont liés au social, au politique, à un lieu et un moment donnés, et qu'on ne peut formuler une loi générale de l'économie.* »

Il y a trois ans, l'envie de souffler l'incite à une pause-carrière de quatre mois. Elle met alors cette halte à profit pour écrire un article (1) avec une étudiante, Catherine Delain. Il sera déci-

André Cicolella Ecologiste et scientifique : une évidence citoyenne

Éther de glycol, bisphénol A : ces noms barbares sont ceux de deux ennemis d'André Cicolella (1). Ce chimiste de formation consacre en effet sa vie à pister ce qui nous empoisonne, à avertir l'opinion publique de la présence de ces toxiques et à se battre pour leur limitation ou leur interdiction.

Porte-parole du Réseau environnement santé (2), à l'origine de la fondation Sciences citoyennes (3), il s'est involontairement rendu célèbre en 1994 : alors chercheur à l'Institut national de recherche et de sécurité, il étudie les effets de l'éther de glycol sur la santé, et organise un symposium international sur la question. A quelques jours de l'ouverture,



D.R.

Chimiste français, chercheur en santé environnementale, conseiller scientifique de la direction de l'INERIS (Institut national de l'environnement industriel et des risques), il combat la présence d'éléments toxiques dans notre environnement.

il est brutalement licencié pour faute grave. « *Je me suis retrouvé propulsé sur le devant de la scène suite à la violence de la réaction de mon employeur de l'époque.* » L'alerte sur l'éther de glycol prend de l'ampleur, et l'affaire aura une conséquence positive, la Cour de cassation reconnaissant six ans plus tard son licenciement comme abusif, et surtout « *l'indépendance aux chercheurs* ». Ce jugement fera jurisprudence pour les lanceurs d'alerte ultérieurs en France. « *Derrière mon licenciement il y avait l'idée qu'en étant militant,*

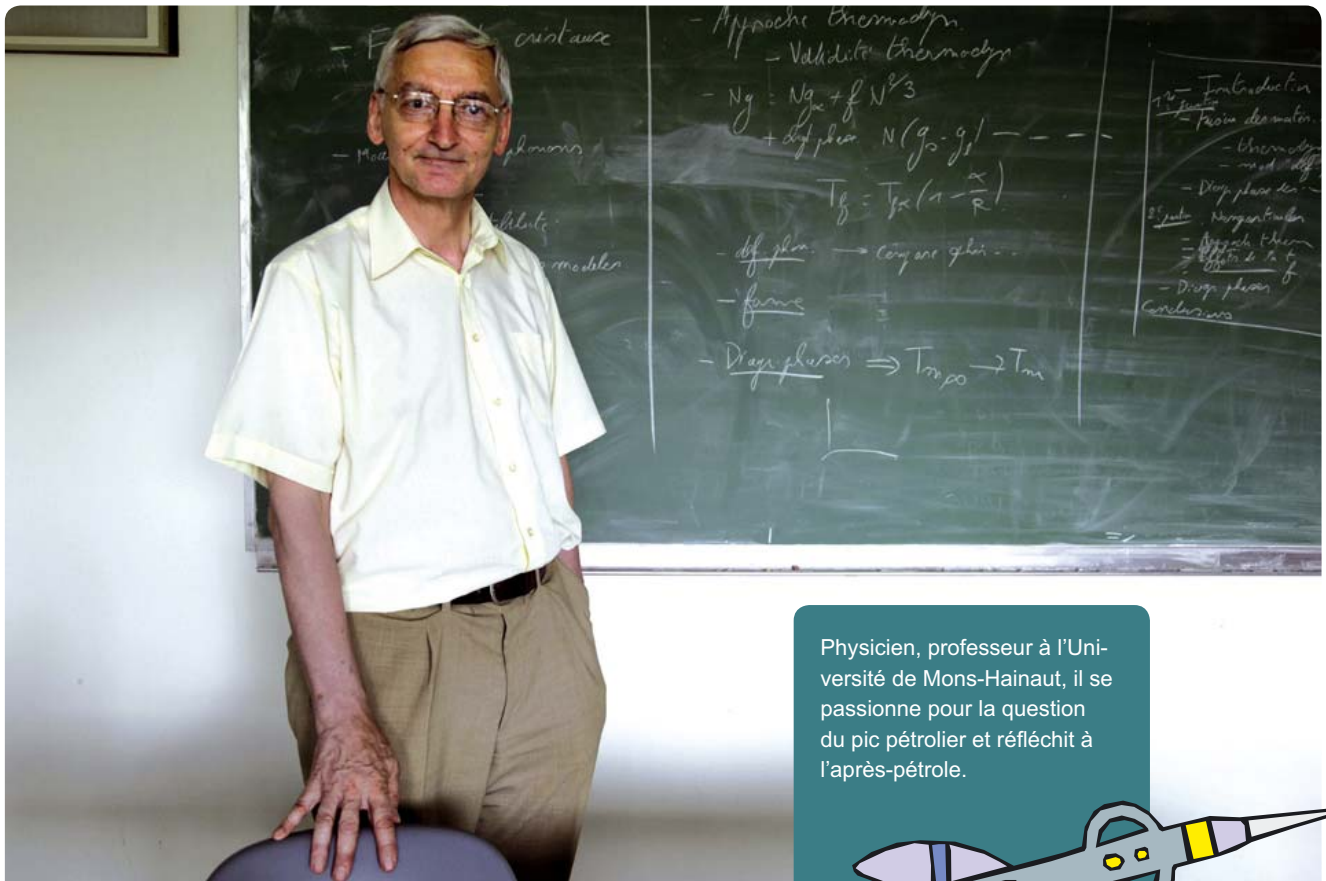
j'avais forcément truqué les résultats de mes analyses. Il n'y a pourtant pas de contradiction entre être un écologiste et être un scientifique scrupuleux, bien au contraire ! J'ai bâti mes parcours citoyen et scientifique ensemble. » André Cicolella se bat contre ce modèle « d'une autre époque » du savant enfermé dans son laboratoire. « *Pour moi la science ne peut pas être déconnectée de son contexte sociétal, sous peine de devenir un monstre.* »

Aujourd'hui, s'il lutte entre autres contre le bisphénol A, et notamment contre sa présence dans les biberons, ce n'est pas seulement par conviction écologiste, mais tout simplement par citoyenneté : « *C'est pour éviter des cancers en 2020 ou 2030, c'est un principe de responsabilité !* » ■

(1) L'éther de glycol est utilisé comme agent solvant notamment dans les peintures, les colles, les teintures, etc. Le bisphénol A est lui un composant de certains plastiques, dont ceux de nombreux biberons, d'emballages alimentaires, de CD, etc. Tous deux seraient toxiques.

(2) www.reseau-environnement-sante.fr

(3) sciencescitoyennes.org



Michel Wautelet

Inventer l'après-pétrole maintenant

« **I**l nous faut prévenir pour ne pas avoir à guérir ! Et la condition sine qua non pour résoudre un problème, c'est d'en prendre conscience. » Michel Wautelet, mince et grand monsieur au sourire chaleureux, est aujourd'hui optimiste. Ce lanceur d'alertes de longue date a le sentiment que depuis peu, la conscience qu'il est temps de prendre des mesures fait son chemin. « Il y a quelques années, les gens me répondaient "le monde est tellement complexe, qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse ?". A présent c'est plutôt "justement, on peut faire quelque chose, chacun d'entre nous a une place dans la chaîne". Les jeunes notamment en sont très conscients, et cela devient une des raisons pour lesquelles ils choisissent des études scientifiques. On ne laisse plus tomber les bras. »

Motivé sachant motiver

Michel Wautelet a commencé à se passionner pour les énergies au milieu des années 90. « Dans une revue scientifique, je suis tombé sur un article qui mettait en garde contre l'épuisement des réserves. J'ai alors entamé une réflexion sur l'après-pétrole : que se passera-t-il quand nous n'en aurons plus ? » A l'occasion d'un numéro spécial du *Vif* sur l'an 2000, le professeur montois est interviewé, puis invité de-ci de-là pour une conférence. « Mais mes auditeurs considéraient que c'était pour plus tard, qu'on verrait bien... » L'alerte ne passe pas. Les hausses du prix du pétrole, en 2004, puis en 2007-2008, vont heureusement provoquer un regain d'intérêt – qui ne se dément pas, même si les prix ont à présent baissé. Et Michel Wautelet multiplie les conférences, mettant à profit son sens de la communication. « Je prends un vrai plaisir à discuter avec les gens. J'essaie de les motiver, en évitant de présenter la situation comme désespérée. Les messages négatifs ne passent pas, ils bloquent et ne produisent aucun effet. Je m'efforce aussi de ne pas être perçu comme un militant écologiste, en présentant un raisonnement

scientifique et logique : le pic pétrolier (1) arrive, même les retraités d'aujourd'hui en verront les effets. Il va falloir vivre différemment – et non revenir en arrière – et le changement sera si important que plusieurs décennies seront nécessaires pour nous y adapter. » Alors autant nous y mettre immédiatement. Avec quelques collègues, le chercheur fonde une association (2) qui parvient à se faire entendre des politiques wallons.

« La reconnaissance publique, que ce soit par le biais d'un interview ou par une invitation à monter une exposition, c'est important, ajoute le physicien. Sans cela, je ne sais pas si j'aurais continué, il faut quand même être un peu aidé. » Cela dit, Michel Wautelet est un passionné, qui aime depuis toujours interroger ce qui va de soi pour nombre d'entre nous. « Je suis originaire de la région de Florennes, mon enfance a été bercée par les "bangs" des avions. Quand, en 85, les euromissiles se sont installés, je me suis demandé quels seraient les effets d'un bombardement sur ces cibles. » Il ne s'arrêtera plus, étudiant la guerre des étoiles de Reagan, les armes intelligentes de la première guerre du Golfe ou le Ballistic missile defense system, entame une collaboration fructueuse avec le GRIP (3). Il y consacre une énergie et un temps non négligeables, prend sur ses soirées et ses week-ends. « Je ne me sens pas investi d'une mission, sourit-il, mais il y a clairement un manque de culture scientifique générale dans la population. Aujourd'hui, mes enfants ont quitté la maison, j'ai plus de temps à consacrer à la diffusion des sciences, s'amuse le sexagénaire. Et puis je suis professeur dans une petite université, où nous sommes relativement libres. » Une liberté dont il use heureusement, en sortant de son grand bureau un peu vétuste pour transmettre son savoir et nous prévenir : il est temps d'agir ! ■

(1) Pic après lequel l'extraction de pétrole ne fera que décroître.

(2) L'ASPO (Association for the study of peak oil and gas), Association pour l'étude du pic du pétrole et du gaz, www.aspo.be.

(3) Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité.

Jean-Pascal van Ypersele

De la Terre à la Une

Vice-président du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), docteur en physique, climatologue professeur à l'UCL, il essaie de prévenir l'opinion publique et les décideurs des enjeux du réchauffement climatique.



« **E**t si vous veniez à Bonn avec moi, aux négociations sur le climat ? » « Nous pourrions peut-être nous voir à l'occasion de ce symposium (sur les pays en développement face au réchauffement climatique) ? » « Je peux vous accorder une heure avec un autre journaliste avant mon intervention à la Green week ! » D'une négociation à une communication en passant par une conférence, Jean-Pascal van Ypersele est un vrai pèlerin de l'alerte climatique. Sans cesse en action, c'est pourtant un homme posé que nous finissons par rencontrer. On le sent sûr de lui, à l'aise dans son costume de vice-président du nobélisé GIEC. Disponible aussi, répondant cordialement pour ce qu'on imagine être la millième fois à une question ingénue sur les prévisions de hausse des températures. « Mon rêve, c'est de contribuer avec mes moyens – dont ma faculté d'expliquer au plus grand nombre – à l'amélioration de la situation, à changer le monde en le rendant plus propre et plus juste. »

L'astre terrestre et la politique

L'environnement est une passion ancienne chez le climatologue. « Enfant, je faisais des "élocutions" sur le rapport Meadows du Club de Rome (1), ou sur le transport urbain au cours de néerlandais, je participais à des camps d'observation en astronomie... » Et c'est pour suivre ces étoiles qu'il commence des études de physique. « Puis je me suis rendu compte que les postes d'astronome n'étaient pas nombreux, et que j'y serais enfermé dans un observatoire... J'ai alors recentré mon intérêt sur l'astre terrestre, et ai réalisé mon mémoire sur le développement et l'application de modèles climatiques. »

La chose politique est son deuxième amour. Jean-Pascal van Ypersele de Strihou est issu d'une longue lignée de serviteurs démocrates-chrétiens de l'Etat – un arrière-grand-père chef de gouvernement, un grand-père échevin de la ville de Bruxelles, un père chef de cabinet adjoint d'un autre premier ministre. Lui forge ses armes dans les années 70, s'intéresse aux pays en développement, au Chili, à l'apartheid en Afrique australe, rejoint le Mouvement des jeunes pour la paix, dont il

sera (déjà !) vice-président. Ses premiers pas dans le rôle de lanceur d'alerte qui sera bientôt le sien datent de 1979. Au retour de la première Conférence mondiale sur le climat, il rédige trois articles dans le quotidien *La Cité*, pour expliquer aux lecteurs ce qu'il y a appris. Alors que les preuves du réchauffement climatique et de son origine anthropique s'accroissent, il n'abandonnera plus cette tâche d'alerteur. Au GIEC, aux réunions duquel il participe pour la première fois en 1995, il se bat pour la reconnaissance de l'influence humaine sur le climat. Une reconnaissance tout en nuances. « *Le GIEC est devenu une référence, il faut que ce que nous disons soit bétonné, chaque mot est pesé. Aller trop loin mettrait à mal notre crédibilité. Mais le Groupe, si l'on veut bien lire ses rapports, est toujours lanceur d'alerte !* »

Conseiller scientifique pour la présidence belge de l'Union, membre du Conseil fédéral belge du développement durable ou de la commission Energie 2030, Jean-Pascal van Ypersele est rompu aux négociations. Et s'il avoue avoir été quelquefois très énervé, on le sent capable de conserver son sang-froid en toutes circonstances. « *On est obligé de rester calme, sinon on risque juste de faire quitter la table à nos interlocuteurs.* »

Consulté par les formateurs des nouveaux gouvernements régionaux, par le ministre en charge du développement durable ou invité à la télévision, le scientifique cinquantenaire doit être partout. « *J'ai des responsabilités... Les journées n'ayant que 48 heures, sourit-il, j'essaie d'être là où je peux créer la différence. Et faire avancer les choses, c'est enthousiasmant.* » Chez ses pairs, sa médiatisation fait quelquefois grincer des dents. « *En réalité, ce n'est pas de moi que l'on parle, c'est du climat. Il y a bien sûr une petite part d'ego, mais parler encore et encore est la seule attitude possible.* »

Peu après notre entretien, Jean-Pascal van Ypersele partait en vacances en famille. « *Nous allons marcher. Mais je serai toujours joignable par courriel !* » Déconnecté, il ne l'aura été qu'une fois, lors d'un voyage... en Antarctique. ■

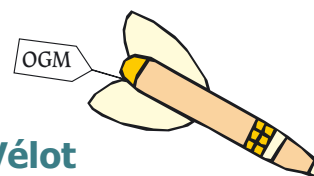
(1) Publié en 1972, *Limits to growth* appelait à la croissance zéro.

Juriste, spécialiste des droits de l'Homme, professeur à l'UCL ou au Collège d'Europe à Natolin en Pologne, il est depuis 2008 rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation.

« **C'**est un luxe inouï... » D'aussi loin qu'il se souvienne, Olivier De Schutter a toujours voulu faire ce qu'il fait aujourd'hui, et ne cesse de s'en émerveiller. Fils de diplomates, il passe une enfance baladeuse, entre Rwanda, Inde, Arabie saoudite. « *Je me suis pris de passion pour les pays en développement. Et les droits de l'Homme ont toujours été très naturellement le champ dans lequel j'ai voulu travailler.* » Il effectue des études de droit, « *un outil, une entrée utile pour changer les choses* », puis son service civil à la Ligue des droits de l'Homme. Il n'a plus jamais quitté cette route, et l'on se dit que l'homme qui a aujourd'hui 40 ans n'a pas renié la moindre parcelle de la conviction qui l'animait à 20 ans.

La faim n'est pas une calamité

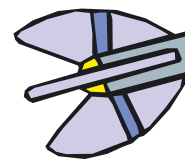
Son rôle de lanceur d'alerte, Olivier De Schutter le perçoit d'abord comme celui d'un passeur. « *De nombreux collègues ne voient jamais leurs études dépasser les revues scientifiques. Moi, mon travail à présent est de puiser dans ces recherches pour les traduire en recomman-*



Christian Vélot Dire quand la science dérive

Neuvième d'une famille paysanne de dix enfants, Christian Vélot (1) a toujours eu la passion de l'échange. Seul à suivre des études scientifiques, il a immédiatement pratiqué la vulgarisation. « *Pour pouvoir partager, parler avec mes frères et sœurs, il le fallait. J'ai vite remarqué que nous nous apprenions des choses l'un l'autre, qu'ils me posaient des questions auxquelles je ne pensais pas, parce que j'avais le nez dans le guidon.* »

Ce qui porte Christian Vélot dès sa jeunesse est l'envie d'aider les autres. Il commence d'ailleurs par des études de médecine. « *Je*



Olivier De Schutter

Mobiliser, pour que la faim ait une fin



leur intérêt strictement immédiat. Mais il faut que le déclic se fasse. » Olivier De Schutter tient absolument à accompagner ses dénonciations de propositions. Il explore en compagnie d'experts des alternatives en termes de commerce international, d'agriculture durable, pour ne pas laisser l'occasion à ses interlocuteurs de lui répondre qu'il n'a pas de solution de rechange. D'autant plus que la crise actuelle rend dignes d'écoute des propositions qui auraient été balayées avec indifférence il y a un an ou deux.

« La mobilisation de l'opinion publique est aussi à renforcer. Cette question de la faim rencontre des difficultés à "percoler", car elle est vue comme lointaine, ne nous concernant pas – contrairement au réchauffement climatique aujourd'hui. Nous n'avons pas encore de film comme celui d'Al Gore, qui fasse prendre conscience qu'un monde qui accroît les inégalités n'est pas soutenable. » Mobiliser le plus grand nombre n'est pas non

dations politiques. Puis d'obliger les différents gouvernements du monde à s'expliquer sur leurs choix quant à la mise en œuvre ou non de ces propositions. »

Le rapporteur se bat pour faire prendre conscience que les choses peuvent changer. Car la faim est encore trop souvent perçue comme une calamité naturelle, contre laquelle personne ne peut rien. « Ce n'est pas vrai ! Il s'agit de décisions politiques ! Je vais vers les décideurs, discute avec eux entre quatre yeux, essaie de comprendre leurs objections et tente de trouver un scénario qui permette de les surmonter. Il ne suffit pas de hurler, il faut aussi de la pédagogie : les gouvernements eux-mêmes sous-estiment les leviers qu'ils ont entre les mains. Evidemment, je suis à contre-courant, je leur parle de générations futures, d'autres populations que la leur, et pas de

plus toujours aisé pour le professeur de droit : « Il faut simplifier, trouver le bon chiffre, et mon côté universitaire est un peu rétif à cela », sourit-il.

Le rapporteur spécial des Nations unies n'est pas rémunéré pour ce travail. « C'est parfait, je m'en fous si je déplaïs ! De cette façon, je ne crains pas de perdre mon emploi. » C'est évidemment une force. Sa flamme et son enthousiasme également. « Ce "travail" est pour moi tellement autre chose que de louer mon temps à un employeur. Je dois cela à mes enfants – qui sont à la fois régulateurs et moteurs –, nous devons cela aux générations futures, qui nous jugeront peut-être très sévèrement. La crise est une occasion à saisir. Si nous la ratons, il sera difficile de remédier à nos erreurs. Il est vraiment minuit moins cinq. » ■

voulais être médecin du monde, quelque chose comme ça. Mais je me suis rapidement rendu compte que c'était le commerce et pas la médecine qu'on nous enseignait. J'étais malheureux comme les pierres et j'ai tout envoyé promener. » Il exerce divers métiers pour pouvoir financer la reprise de ses études. Ce sera la biologie. « J'aimais la bio parce que j'avais le désir de comprendre notre fonctionnement et notre environnement, à la fois parfait et complexe. » L'enseignement, la transmission faisaient également partie des raisons de son choix.

Science choisie

Devenu maître de conférences et chercheur, il s'engage très rapidement dans « l'information citoyenne » sur les OGM. « Je suis un chercheur payé par les services publics, il me semble normal d'informer les citoyens de ce qui se passe dans les laboratoires. Personne n'est propriétaire de la démarche

scientifique, la science ne peut se faire sans les citoyens. »

Pour le généticien moléculaire, des passerelles entre chercheurs, citoyens et associations doivent être créées. Inlassablement, il passe des soirées et des week-ends à expliquer au grand public ce que sont les OGM, à quoi ils servent, en quoi cette technique est aléatoire, pourquoi les disséminer est irresponsable, et comment les introduire dans l'agroalimentaire – en les sortant par conséquent de leur confinement et de leur rôle d'outil au service de la recherche – pose de nouvelles questions. « J'ai pris clairement position – en témoignant notamment pour la défense des faucheurs volontaires –, c'est ça qui dérange. »

Car Christian Vélot est peu à peu contesté par sa hiérarchie au sein de l'Institut de génétique et microbiologie d'Orsay. Crédits coupés, stagiaires retirés, ordre de déménager, et finalement dissolution de son équipe fin 2009. On l'accuse de « salir la science », de man-

quer de productivité en termes d'articles publiés. La fondation Sciences citoyennes se mobilise et récolte 50 000 signatures de soutien. Aujourd'hui, l'Université Paris-Sud – à laquelle est lié son institut – a promis de l'aider dans la création d'un nouveau laboratoire. Promesse tenue ? Réponse à la rentrée.

Mais au-delà de son cas personnel, le généticien moléculaire plaide encore et toujours pour une vraie information du grand public. « La science n'est pas neutre, elle est inscrite dans un modèle de société. Et si nombre de mes collègues croient encore que la science peut tout, ce n'est pas vrai : elle a ses limites ! On nous présente une série de choses comme étant des innovations incontestables, alors qu'elles sont en réalité des choix qui engagent la collectivité. Et quand la science dérive, nous devons pouvoir le dire. » Et tirer la sonnette d'alarme. ■

(1) Il a publié un excellent ouvrage de vulgarisation : OGM, tout s'explique, Goutte de sable, 2009.



Biologiste français, généticien moléculaire, grand vulgarisateur, il se bat depuis des années contre la présence d'OGM dans nos assiettes et nos champs, au prix de nombreux ennuis avec sa hiérarchie.